



UNION INTERPARLEMENTAIRE
BUREAU DE L'OBSERVATEUR PERMANENT AUPRES DES NATIONS UNIES

Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies

Réunion ministérielle

Déclaration de l'Observatrice permanente
Mme l'Ambassadrice Anda Filip

Nations Unies
New York, 29 septembre 2009

Monsieur le Président,

C'est un plaisir pour moi que de participer aujourd'hui à la Réunion ministérielle de la Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies et de pouvoir prendre la parole sur le renforcement de l'intégration des trois composantes de la Conférence. Pour commencer, je tiens à saluer les efforts déployés ces trois dernières années par le Qatar, qui a veillé au suivi des recommandations de la Conférence tenue à Doha en 2006.

Lors de notre dernière rencontre dans ce cadre, à l'ONU, en décembre 2007, j'ai eu l'occasion de vous faire part de certains avis sur la manière dont le Mouvement des démocraties nouvelles ou rétablies pouvait, selon nous, gagner encore en efficacité. L'UIP n'est pas la seule à défendre ces idées qui sont en fait le fruit d'une séance de réflexion tenue quelques mois auparavant, à Stockholm (Suède), avec la participation des principaux partenaires de la Conférence : les pays hôtes de la Conférence, l'ONU, des parlementaires, des universitaires et des représentants de la société civile. Je ne vais pas passer tous ces points en revue, mais il y a quelques recommandations qui nous semblent être encore particulièrement d'actualité dans le débat qui nous occupe aujourd'hui.

Pour commencer, le Mouvement des démocraties nouvelles ou rétablies tire sa force de l'engagement constructif de ses partenaires et de sa formule inclusive. Il offre un cadre intéressant pour la confrontation des expériences, ainsi que les échanges sur les bonnes pratiques et la rencontre avec des spécialistes. Pleinement exploité, il permet de susciter et de stimuler l'action par un système d'émulation et assure ainsi une interaction fructueuse de ses trois composantes.

Permettez-moi de vous donner un exemple. En 2007, à l'initiative de la Présidence qatarie de la Conférence, l'Assemblée générale a adopté par consensus une résolution dans laquelle elle a déclaré, entre autres, le 15 septembre, Journée internationale de la démocratie. Les gouvernements, les parlements et la société civile ont tous adopté cette journée avec beaucoup d'enthousiasme, voyant là l'occasion de réfléchir aux progrès, reculs et difficultés du processus démocratique. Nous avons pu observer la réaction de nos Membres, les parlements, et il nous apparaît que cette journée internationale est un excellent moyen de maintenir la démocratie à leur ordre du jour tout au long de l'année.

Comme vous l'aurez peut-être remarqué, cette année, l'UIP a fait réaliser une enquête mondiale d'opinion publique sur la tolérance en politique. Les résultats de cette enquête font apparaître certains problèmes sur lesquels il faudra se pencher plus sérieusement - la liberté d'expression en politique, le rôle de l'opposition, certaines atteintes au mandat parlementaire, la représentation des groupes minoritaires et autochtones dans la vie politique. Bien entendu, toutes ces questions seront intégrées au programme de travail de l'UIP des mois et années à venir. Nous sommes certains que cela se ressentira au niveau des parlements nationaux, mais aussi chez les autres intervenants œuvrant en faveur de la démocratie.

Deuxième point, il importe qu'il n'y ait pas d'interruption dans le processus du Mouvement des démocraties nouvelles ou rétablies. Il apparaît de manière évidente qu'il faut poursuivre les travaux entre les conférences. A cet égard, il pourrait être très utile d'avoir un petit secrétariat à New York qui serait chargé d'entretenir les relations avec tous les partenaires de la Conférence et les réunir à intervalle régulier. Lors de la sixième Conférence, à Doha, chacune des réunions des parties prenantes a donné lieu à un Programme d'action - destiné

aux gouvernements, aux parlements et à la société civile - pour continuer à promouvoir la démocratie aux échelons national et international. Il importe aussi que tous les signataires de ces engagements aient à rendre des comptes. Enfin, il serait utile que la mise en œuvre de ces engagements soit soumise à un examen annuel qui ne relèverait pas uniquement du Président de la Conférence, mais de tous les membres.

Un secrétariat permettrait d'instaurer un système de rapports dans le cadre duquel les Etats (avec la participation des trois composantes) fourniraient des informations sur les mesures ou politiques qu'ils auraient adoptées pour la mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la Conférence ou, plus généralement, au regard des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Il serait aussi possible, à défaut, d'instaurer un mécanisme qui voudrait qu'une équipe d'experts rédige des documents succincts sur les pays pour décrire les politiques et plans nationaux en matière de démocratie à partir des sources d'information existantes.

Enfin, chose qui n'est pas sans importance, ce secrétariat pourrait aider le Mouvement et ses membres à mieux exploiter les informations et les pratiques des différents acteurs de la démocratie et à les rassembler au sein d'un bureau centralisé ou d'une seule et même base de données accessible à tous.

S'ensuit un troisième point, à savoir que peut-être nous ne devrions pas parler d'une plus grande intégration en tant que telle des trois composantes de la Conférence, mais plutôt d'un système plus efficace qui contribuerait à un dialogue régulier, des échanges et une action commune. Les trois composantes de la Conférence représentent trois groupes bien distincts, qui selon nous sont tous soucieux de l'équilibre et de la séparation des pouvoirs. L'important - en particulier dans le cadre d'un exercice qui a pour objectif central de promouvoir les principes élémentaires et les valeurs de la démocratie - est de les réunir et de les amener à travailler ensemble, sur un pied d'égalité.

Je crois que nous devons nous montrer honnêtes et reconnaître, par exemple, que la société civile, sous ses diverses formes et manifestations, est un élément essentiel du changement démocratique et de la transformation des sociétés. Dans de nombreux pays, l'establishment politique, les gouvernements et les parlements, tout autant les uns que les autres, pourraient faire beaucoup plus et auraient fort à gagner à s'ouvrir et à travailler réellement avec la société civile et les différentes ONG.

Un des moyens d'améliorer la coopération entre les trois groupes représentés aux principales conférences du Mouvement serait de renforcer leur interaction en permettant aux uns et aux autres d'assister à toutes les réunions publiques, en donnant la possibilité aux représentants des différentes composantes d'assister aux séances des comités de rédaction des autres composantes, ainsi que par des déclarations communes. De même, il est vivement recommandé que les représentants parlementaires et ceux de la société civile continuent à prendre part au Conseil et au Conseil consultatif du Mouvement.

Par ailleurs, entre les sessions, le Mouvement des démocraties nouvelles ou rétablies aurait fort à gagner à ce que les trois composantes aient des discussions sérieuses, sur les grandes difficultés auxquelles les sociétés actuelles doivent faire face pour répondre aux attentes démocratiques des citoyens. Lorsque les résultats de l'enquête d'opinion publique sur la tolérance en politique ont été publiés, il y a tout juste une quinzaine de jours, le Président de

l'UIP, M. Theo-Ben Gurirab, a fait une déclaration dans laquelle il a appelé l'attention, avec une vive inquiétude, sur le « le fossé qui sépare l'aspiration du public à une gouvernance démocratique et à un débat public vigoureux, et l'opinion largement répandue que la vie politique est un champ clos qui fait peu de place aux opinions divergentes et à l'évaluation sincère de tous les grands choix possibles ». Le Président de l'UIP a ensuite formulé toute une série de recommandations - à l'intention des responsables politiques du monde entier - qui pourraient bien être utiles aux autres membres du Mouvement des démocraties nouvelles et rétablies et mériteraient une analyse plus approfondie de leur part.

Pour ne pas abuser de votre temps, je vais m'arrêter là, mais non sans avoir auparavant réitéré l'engagement de l'UIP et de ses parlements membres, de continuer à appuyer le travail du Mouvement des démocraties nouvelles ou rétablies et d'y apporter sa contribution.

Je vous remercie de votre attention.